



HAL
open science

Dossier ” Le champ des commons en question : perspectives croisées ”

Sophie S. Allain

► **To cite this version:**

Sophie S. Allain. Dossier ” Le champ des commons en question : perspectives croisées ”. Natures Sciences Sociétés, 2011, 19, pp.379-381. <10.1051/nss/2011136>. <hal-01001036>

HAL Id: hal-01001036

<https://hal.science/hal-01001036v1>

Submitted on 28 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Dossier « Le champ des *commons* en question : perspectives croisées »

La revue *NSS* publie un dossier, réalisé à l'initiative de Sophie Allain, constitué de plusieurs textes rédigés par différents auteurs, français et étrangers, inspirés des travaux d'Elinor Ostrom, en référence à la reconnaissance internationale que lui a conférée l'octroi du prix Nobel d'économie. Ce dossier est publié dans ce numéro de la revue ainsi que dans le suivant. À l'occasion de la venue d'Elinor Ostrom en France en juin 2011, la plupart de ces textes ont fait l'objet d'un tiré à part, diffusé au moment des conférences qu'elle a données et des ateliers qu'elle a animés à Montpellier et à Paris. Cette première livraison démarre le dossier consacré aux recherches sur les *commons*. D'autres articles suivront dans le numéro 1 de 2012. *NSS* accueillera toute nouvelle contribution à ce dossier.

La Rédaction

Introduction

Sophie Allain

Sociologue, INRA, UMR SADAPT, AgroParisTech, 75231 Paris cedex 05, France

Le 12 octobre 2009, Elinor Ostrom a reçu le prix Nobel d'économie – en même temps qu'Oliver Williamson – « pour son analyse de la gouvernance économique, et en particulier, des biens communs ». Née en 1933, cette politologue américaine est la première femme à recevoir ce prix. Professeur de sciences politiques à l'Université d'Indiana à Bloomington, elle est aussi directrice du Center for the Study of Institutional Diversity à l'Université d'État de l'Arizona. Ses travaux ont eu un retentissement très important au cours des vingt dernières années, notamment en Amérique du Nord et dans les pays du Sud, et ont fortement aidé à structurer un champ actif de recherches, dont témoignent l'activité importante de l'International Association for the Study of the Commons (IASC) et la création de l'*International Journal of the Commons*. Ce prix Nobel est ainsi l'occasion de mieux connaître des travaux d'un grand intérêt, à la fois théorique et pratique, pour faire face aux défis que constituent les conflits d'usage de l'eau, la disparition de la biodiversité, la déforestation, la diminution des stocks de pêche, ou encore le changement climatique, mais aussi, plus largement, grâce à des développements récents de ce champ, pour penser ou repenser la gouvernance de toutes les activités humaines qui mettent

en jeu la question du bien commun, et, en ce sens, pour approfondir la démocratie.

Les travaux d'Elinor Ostrom s'inscrivent dans les débats sur la gestion des ressources naturelles qui se sont développés à la suite de l'article du biologiste Garrett Hardin, « The tragedy of the commons », paru dans *Science* en 1968, l'un des articles les plus cités de la seconde moitié du XX^e siècle. Celui-ci attirait l'attention sur la dégradation des biens communs en affirmant qu'une liberté individuelle d'exploitation était une tragédie qui ne pouvait conduire qu'à la ruine de tous. Si les débats qui s'en sont suivis sur les solutions à mettre en œuvre se sont pendant longtemps cantonnés à l'alternative renforcement de l'État versus recours au marché, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour prospecter une troisième voie. L'initiative de l'Académie nationale des sciences américaine de réunir en 1983 un panel pluridisciplinaire de chercheurs pour effectuer une première synthèse des travaux sur la gestion des biens communs¹ a joué à cet égard un rôle essentiel dans l'émergence d'une nouvelle communauté de recherche. Il en est de même pour l'ouvrage collectif *The Question of the Commons*

Auteur correspondant : sophie.allain@agroparistech.fr

¹ National Research Council, 1986. *Proceedings of the Conference on Common Property Resource Management*, April 21-26, 1985, Washington, DC, National Academy Press.

coordonné par Bonnie J. McCay et James M. Acheson, qui paraît en 1987. Elinor Ostrom participe à ces travaux dès leurs prémices. Elle s'est en effet intéressée à la gestion des biens communs dès le début des années 1960 dans le cadre de sa thèse de doctorat (Ph.D), qui portait sur l'étude des institutions mises en place par les acteurs locaux pour traiter le problème d'intrusion d'eau salée dans une nappe d'eau souterraine côtière dans la région de Los Angeles. Mais c'est son ouvrage *Governing the Commons* paru en 1990, et désormais traduit en français, qui marque une étape décisive dans sa pensée et dans les recherches sur la gestion des biens communs.

L'objectif de la politologue est de forger une théorie néo-institutionnaliste de la gestion collective des biens communs en s'appuyant sur l'étude empirique de biens communs locaux « autogérés » (nappes d'eau souterraines, systèmes collectifs d'irrigation, pêcheries, pâturages, forêts...). Elle cherche pour cela à mettre en évidence les principes de conception (*design principles*) d'institutions reposant sur une gestion collective qui ont réussi à gérer des biens communs avec succès dans la durée. Elle fait ainsi ressortir sept principes fondamentaux : 1) des frontières clairement définies ; 2) des règles de prélèvement appropriées aux conditions locales et aux règles de fourniture de la ressource ; 3) des règles opérationnelles élaborées collectivement par ceux qui sont concernés par celles-ci ; 4) des contrôles dont on rend compte aux usagers, ou conduits par les usagers eux-mêmes ; 5) des sanctions graduelles ; 6) des mécanismes de résolution de conflits rapides et peu coûteux ; 7) une reconnaissance minimale du droit des usagers à concevoir leurs propres institutions. Un huitième principe, une organisation en réseau multiniveaux, concerne des cas de ressources plus étendues et plus complexes. Par ailleurs, elle commence dans cet ouvrage à analyser comment émergent et évoluent des institutions par la négociation, et étudie des cas d'échecs de gestion de biens communs en faisant ressortir notamment l'importance du contexte politique.

Cet ouvrage ouvre plusieurs lignes de recherche interdisciplinaires fructueuses qui feront l'objet de nombreux ouvrages coécrits ou codirigés par Elinor Ostrom et qui seront prospectées avec un souci constant de dialogue entre analyses théoriques, études expérimentales de laboratoire et études de cas concrets :

– Dans *Local Commons and Global Interdependence*, dirigé avec Robert O. Keohane (1995), Elinor Ostrom cherche à rapprocher ses analyses menées sur la gestion collective de biens communs locaux avec celles sur les régimes internationaux (conventions internationales sur le climat, la biodiversité...), afin d'étudier comment jouent les effets d'échelle sur des régimes de gestion collective. Si l'ouvrage s'intéresse plus particulièrement aux effets du nombre d'acteurs et de leur degré d'hétérogénéité, les

travaux ultérieurs porteront de plus en plus sur l'étude des interactions entre niveaux de gestion.

– Elinor Ostrom contribue par ailleurs largement à promouvoir et à nourrir la notion de « capital social », entendu au sens large de valeur collective de toutes les normes et attachements qui favorisent la confiance, la réciprocité, des règles collectives et les connexions à des réseaux, et donc la coopération. Elle dirige ainsi avec James Walker un ouvrage sur la confiance et la réciprocité, *Trust and Reciprocity: Interdisciplinary Lessons for Experimental Research* (2002), basé sur des travaux menés en psychologie évolutionniste, en théorie des jeux et dans des études expérimentales de laboratoire. Elle dirige par ailleurs avec T. K. Ahn une importante synthèse des approches menées en sciences sociales sur cette question entre 1920 et 2000 dans l'ouvrage *Foundations of Social Capital* (2003). Son dernier ouvrage, dirigé avec Amy R. Poter et Marco A. Janssen, *Working Together: Collective Action, the Commons, and Multiple Methods in Practice* (2010), va plus loin en montrant comment peuvent s'articuler concrètement des travaux empiriques, des études expérimentales de laboratoire et des approches en modélisation, pour mieux comprendre l'action collective et la gestion des biens communs. L'ouvrage collectif que Elinor Ostrom dirige avec Nives Dolsak, *The Commons in the New Millennium: Challenges and Adaptation* (2003), présente par ailleurs différentes analyses de la notion de capital social appliquée à la gestion des biens communs.

– Elinor Ostrom favorise également le développement des travaux sur de nouveaux biens communs : outre une extension progressive des problèmes de prélèvements à ceux de pollutions, de biens locaux à des biens globaux, la notion est aussi utilisée pour qualifier des biens résultant de progrès technologiques tels qu'Internet, les banques de gènes... Elle dirige en particulier avec Charlotte Hess un ouvrage montrant l'intérêt de considérer la connaissance comme un bien commun, *Understanding Knowledge as a Commons: From Theory to Practice* (2007), alors que la connaissance était jusqu'ici classiquement considérée comme un bien public.

– Enfin, à travers son analyse de la gestion des biens communs dans de nombreux pays du Sud, Elinor Ostrom approfondit la question du développement économique de ces pays : dans un ouvrage coécrit avec Clark Gibson, Krister Andersson et Sujai Shivakumar, *The Samaritan's Dilemma: The Political Economy of Development Aid* (2005), elle montre que l'échec de l'aide internationale est largement imputable au fonctionnement des structures chargées de prodiguer cette aide. Dans un ouvrage dirigé avec Basudeb Guha-Khasnobis et Ravi Kanbur, *Linking the Formal and Informal Economy: Concepts and Policies* (2007), elle montre la nécessité d'accorder beaucoup plus d'attention à l'économie informelle, classiquement considérée comme désorganisée (*disorganized*).

– De nombreux autres ouvrages collectifs rendent par ailleurs compte de l'avancée des recherches relatives à la gestion des biens communs et dressent des synthèses dans des domaines particuliers (forêts et systèmes irrigués surtout).

Si Elinor Ostrom est restée fidèle à la tradition néo-institutionnaliste, sa pensée foisonnante et le dialogue constant qu'elle a entretenu avec des chercheurs d'autres courants et d'autres disciplines l'ont amenée à pointer l'intérêt que représentent d'autres approches pour enrichir les recherches menées sur la gestion des biens communs. Dans l'ouvrage dirigé avec Thomas Dietz, Nives Dolsak, Paul C. Stern, Susan Stonich et Elke U. Weber, *The Drama of the Commons* (2002), elle met ainsi en exergue la nécessité de disposer de méthodes de gestion de conflits et de prospecter le champ de la médiation. Elle considère par ailleurs qu'il convient d'incorporer les approches sur la participation du public ; elle souligne à cet égard que, s'il est courant de penser que l'analyse scientifique doit être conçue de façon isolée des conflits et controverses à l'œuvre, les politiques publiques ne peuvent être correctement informées que si les processus délibératifs intègrent aussi les apports de non-scientifiques, du fait des incertitudes, de la multiplicité des questions et des conflits de valeurs en jeu. Elinor Ostrom indique également qu'il importe d'accorder davantage d'attention aux processus d'apprentissage. Elle fait valoir que plusieurs approches offrent dans ce domaine des points de départ intéressants, en particulier la « gestion adaptative » (*adaptive management*) qui s'ancre dans les travaux des écologues canadiens Crawford Stanley Holling et Carl Walters et repose sur le concept central de « résilience » ; elle est d'ailleurs membre du comité scientifique de l'organisation « Resilience Alliance », réseau de recherche international, créé en 1999 et composé de chercheurs de diverses disciplines et de praticiens, qui a pour objectif de produire des connaissances sur la dynamique des systèmes socio-écologiques.

Le dossier que présente NSS est constitué de cinq articles et d'un Regard.

– Dans ce numéro, nous publions : « A multimethod approach to study the governance of social-ecological systems », où Marco A. Janssen, François Bousquet et Elinor Ostrom nous présentent les résultats d'une recherche typique des approches pluridisciplinaires chères à cette dernière : il s'agit d'un projet articulant modèles de simulation, expérimentations en laboratoire avec des étudiants, expérimentations de terrain et jeux de rôle au sein de communautés rurales en Colombie et en Thaïlande, qui vise à mieux comprendre comment s'élaborent des règles de gestion collective.

– Un article de Thierry Ruf qui revient sur la place originale qu'occupent les travaux d'Elinor Ostrom dans les débats politiques relatifs à la gestion des ressources naturelles, en examinant ici le cas de l'eau d'irrigation. Il met en perspective ces travaux en les resituant dans l'his-

toire des idées relatives à la gestion de l'eau et à l'hydraulique.

– « From common pastures to global commons: A historical perspective on interdisciplinary approaches to commons », où Tine De Moor nous propose une réflexion sur l'usage du terme « bien commun » utilisé de manière très différente par les chercheurs du champ pluridisciplinaire des *commons*. Elle nous invite à déplacer notre attention pour nous intéresser d'abord à la compréhension des institutions d'action collective, et ainsi, des institutions susceptibles d'être mises en œuvre pour traiter tout problème de bien commun.

Dans le numéro suivant, vous trouverez :

– Un texte de Stéphane Nahrath, Jean-David Gerber, Peter Knoepfel et Christian Bréthaut qui s'intéressent, eux, à une question essentielle en Europe où l'État joue un rôle important dans l'action publique : quel peut être le rôle des institutions communautaires dans les politiques environnementales et d'aménagement ? Ils proposent en particulier trois hypothèses relatives aux conditions de perpétuation de telles institutions dans le contexte des États européens contemporains (médiation, imbrication et complémentarité), et suggèrent dans leurs conclusions une nouvelle hypothèse dite d'« infusion institutionnelle ». Leur analyse s'appuie sur différentes études empiriques menées en Suisse.

– Un article de Sophie Allain qui s'intéresse aux processus concrets par lesquels de nouveaux arrangements institutionnels parviennent à être créés, en étudiant ici le cas de la planification concertée de bassin. Pour mieux comprendre ceux-ci, elle suggère d'adopter une conception élargie de l'action collective permettant de saisir celle-ci, à la fois comme une arène de compétition et comme un processus de communalisation. Elle propose pour cela de placer au centre de l'analyse le concept de négociation, présente un cadre d'interprétation reposant sur ce concept et le met en œuvre dans le cas de l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

– « European mixed fisheries as a complex commons », où Douglas Clyde Kongshøj Wilson s'interroge sur les implications de la mise en place d'une nouvelle politique communautaire de la pêche fondée sur une « approche écosystémique », qui rompt avec la gestion traditionnelle par stock monospécifique. S'appuyant sur une analyse des débats relatifs à la mise en place de cette politique, il explique que la complexité des situations à gérer justifie de développer des modes de gestion en bien commun.

Le prix Nobel attribué à Elinor Ostrom est un message d'espoir pour tous ceux qui croient à la valeur de l'action collective pour faire face aux défis de la gestion des ressources naturelles, mais aussi pour approfondir la démocratie. Il a une valeur symbolique pour tous les chercheurs qui croient à la pluridisciplinarité et à une recherche ancrée dans la société et orientée vers l'action pour traiter des rapports entre natures, sciences et sociétés.